

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 06/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOURGOGNE RECYCLAGE

Lieu-dit Le Closeau
Route de Travoisy - B.P 50193
21200 Ruffey-Lès-Beaune

Références : 2024-384
Code AIOT : 0005401638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement BOURGOGNE RECYCLAGE implanté Lieu-dit Le Closeau Route de Travoisy - B.P 50193 21200 Ruffey-lès-Beaune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOURGOGNE RECYCLAGE
- Lieu-dit Le Closeau Route de Travoisy - B.P 50193 21200 Ruffey-lès-Beaune
- Code AIOT : 0005401638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Bourgogne Recyclage exploite une unité de sur-tri de déchets et une unité de production de combustibles solides de récupération issus des déchets.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	(moyens de lutte contre l'incendie)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article I > 2.11.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article I > 4.1.	Demande d'action corrective	1 mois
6	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article I > 4.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Interdiction des feux	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article I > 4.4.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La nouvelle unité de sur-tri est mise en exploitation depuis une année. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité majeure, quelques écarts feront l'objet de demandes de précisions ou d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : (moyens de lutte contre l'incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques des moyens de lutte
Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

Les systèmes de détection incendie ont été vérifiés le 26 avril 2024 par un organisme extérieur. Le rapport de visite réf. 20213347 ne révèle aucune anomalie.

Les moyens de lutte contre l'incendie ont fait l'objet d'un contrôle le 29 mars 2024 (passage du bureau de contrôle noté dans le registre de sécurité).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira le rapport de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :
- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1) Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2) Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200

mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ; présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ; présence de plans de bâtiments, avec descriptions des dangers associés ; présence d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments concernés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; présence d'une réserve de sable meuble ou matériaux assimilés et des pelles ; présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an.

Constats :

Le plan des différentes zones à risque, datant de décembre 2023, est en cours d'actualisation.

Le site fonctionne 5 jours par semaine en 3/8 : 2/8 en exploitation et 1/8 pour de la maintenance. En semaine le site est toujours occupé. Pendant les deux périodes d'exploitation, un rondier est affecté à la surveillance des installations (avec une caméra thermique portable). La nuit pendant la maintenance, cette ronde n'est pas mise en place du fait de l'arrêt de l'ensemble du process.

Un gardien réside sur place.

En plus de la surveillance humaine, deux systèmes de détection sont mis en place:

- système de caméra thermique détectant d'éventuels points chauds, relayant les anomalies au poste de contrôle en semaine.
- système VESDA analysant l'opacité de l'air.

Ces deux systèmes de détection sont reportés vers le poste de contrôle et sont également déportés vers une société de surveillance extérieure les nuits et week-end, avec possibilité de levée de doutes à distance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira le rapport des mesures de débit des bornes incendie (unitaire et en simultané) situées à proximité du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de déconditionnement, conditionnement de produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents. Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :- présence de chacune de ces consignes.
Constats : Plusieurs procédures ont été rédigées pour le site. L'inspection a examiné : <ul style="list-style-type: none"> la procédure "incendie du centre de tri" (créée le 08/06/2006- mise à jour le 10/10/2023) réf. C.t 8-8.02d-rev 4. <p>Cette procédure reprend le schéma d'intervention, de la détection jusqu'à l'arrivée des services de secours, en passant par l'alerte et les premières interventions de lutte en interne. Chaque année, une dizaine de personnes sont formées à la manipulation des extincteurs (formation tracée dans le registre de sécurité et dans le plan individuel de formation). La dernière formation a été réalisée les 13 et 14 juin 2024. Un "accueil sécurité" est dispensé à chaque nouvel employé par son responsable d'équipe. Lors de cette information, il reçoit un "guide de la sécurité et de l'environnement" rappelant les principes généraux de sécurité liés aux activités spécifiques du site. Un questionnaire est mis en place afin de vérifier que les bases de la sécurité liées au site sont acquises.</p> <ul style="list-style-type: none"> la procédure F.G.8-1-04-rev3 (créée le 09/01/2010 - mise à jour le 06/01/2023) concernant les permis de feu. Elle formalise l'ensemble des opérations et précautions à appliquer pour tous travaux impliquant une flamme nue et/ou des étincelles. Cette procédure n'appelle pas d'observation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant formalisera la procédure de confinement des eaux polluées en cas d'incendie ou de déversement accidentel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article I > 2.11.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention eaux polluées
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont

implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux vannes d'isolement. Une pancarte permet de les identifier. Les sens de fermeture et d'ouverture sont repérés sur le volant. Le bassin de rétention est vide, il nécessiterait d'être nettoyé, de la végétation commençant à coloniser les points bas.</p> <p>Aucune procédure n'est clairement établie, précisant qui doit intervenir. Il n'y a pas de cheminement clairement établi pour accéder en sécurité à ces vannes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir la procédure de fermeture des vannes de rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article I > 4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant doit disposer d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Le plan et les justificatifs du zonage sont consignés dans le rapport « installations classées » prévu au point 1.4.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté 3 plans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan de circulation, • Plan de détection incendie, • Plan d'intervention. <p>L'exploitant a indiqué vouloir regrouper l'ensemble de ces données pour constituer le plan des différentes zones à risques.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant compilera et complétera l'ensemble des plans déjà existants en un plan regroupant l'ensemble de ces données afin de constituer le plan des différentes zones à risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article I > 4.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Zones ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 et recensées " atmosphères explosibles ", les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone de recharge de batteries est une zone ATEX. Le marquage doit être clairement visible pour identifier cette zone. D'après l'exploitant, le panneau figure sur le volet roulant, remonté lors de la visite pour permettre la recharge : l'identification de la zone doit être possible à tout moment de l'exploitation (volet roulant ouvert ou fermé).</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un détecteur d'hydrogène en partie haute du local.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant apposera la signalétique réglementaire de façon adéquate afin que la zone soit identifiée à tout moment.</p> <p>L'exploitant fournira l'attestation de la classe d'isolement des matériels électriques disposés dans ce local.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article I > 4.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation, visées au point 4.1, présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure permis de feu. Lors de la visite sur site, l'inspection a pu constater la présence de pictogrammes "interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité des lieux de stockage".

Type de suites proposées : Sans suite